



Tribune Socialiste N°632
1^{er} Novembre 1974
Pages 10 et 11

P.T.T.: Tous les travailleurs sont concernés

Après l'O.R.T.F., c'est le tour des P.T.T. : démantèlement, privatisation, remise en cause du statut. Il faut dire que depuis longtemps la pieuvre capitaliste s'intéresse aux P.T.T. Il y a eu la participation des banques aux investissements du téléphone et la création de compagnies privées de développement (Finextel, Codetel, Agritil). Il y a eu l'embauche de contractuels et la présence de 100 000 auxiliaires dans les P.T.T. Il y a eu l'installation du contrôle de gestion pour rendre rentables les P.T.T. et surtout la politique de la pénurie d'effectifs qui empêche le service public de fonctionner correctement, jetant ainsi le discrédit sur ce secteur.

La coupe est pleine pour les postiers et à partir d'une fausse manœuvre la grève se déclenche le 16. Des syndicalistes vont au P.L.M. (Bureau Gare parisien) amener des revendications au directeur, palabres, discussions, les travailleurs attendent 2 heures dans les couloirs avant d'être reçus. Est-on considéré comme grévistes demandent-ils ? Le Directeur demande l'avis du Ministère. Les travailleurs recherchent le soutien des postiers à leur boulot. C'est la grève au P.L.M. Elle s'étend dans la nuit à l'ensemble des bureaux gares parisiens. Le vendredi la grève s'étend déjà à tous les centraux parisiens.

Le lundi c'est toute la banlieue et la province qui débrayent. Le 28 on peut dire que 200 000 postiers sont en grève, grève illégale pour le gouvernement puisque n'ayant pas été annoncée et programmée.

Des Assemblées Générales se tiennent quotidiennement avec diverses difficultés : tout le monde n'est pas d'accord pour que les travailleurs prennent leurs affaires en main. Cependant un mouvement timide se dessine à travers les comités de grèves (Versailles direction, Nanterre) : la popularisation du mouvement. Il faut aller plus loin. Déjà dans l'Essonne les postiers vont vers les travailleurs des entreprises, prennent contact avec les comités d'entreprises, essaient de développer une solidarité de classe à leur lutte et d'organiser les travailleurs pour la défense du service public. La paye mensuelle arrive à échéance. Comment réaliser celle-ci pour les postiers et pour les travailleurs ? C'est collectivement que la solution peut être trouvée. La grève est à un tournant et Lelong l'a bien senti en refusant de véritables négociations. C'est une bataille de classe qui s'engage et les militants P.S.U. sont actifs sur tous les terrains. □

Le démantèlement des Télécom.

Le dernier Conseil des Ministres a décidé de démanteler le CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications). La mesure prise juste avant la grève était passée assez inaperçue, le public ne sachant pas ce qu'est exactement le C.N.E.T. et quel est son rôle.

En 1945 l'industrie de la commutation téléphonique française était entièrement aux mains

d'I.T.T. (à travers ses filiales C.G.C.T. et L.M.T.) le gouvernement inquiet de cela décide de créer le C.N.E.T. Ce Centre de Recherches avait pour but de créer à partir de rien une industrie française. Pour ce le C.N.E.T. acheta un brevet à Ericsson (compagnie suédoise) et l'encouragea à collaborer avec la C.G.E. française pour construire des commutateurs. Le but était de favoriser le C.G.E.

(et en partie Ericsson « l'impérialisme » suédois étant jugé négligeable) contre le monopole d'I.T.T. En fait cette intention de l'Etat échoua en grande partie si la C.G.E. et Ericsson purent se tailler une place sur le marché français. Cela n'alla pas forcément au détriment d'I.T.T. En effet le patronat français — la C.G.E. — préféra s'entendre avec I.T.T. pour toucher tous deux de gros bénéfices plutôt que de lui faire concurrence. En outre la C.G.E. ne mit aucune bonne volonté à développer sa technologie préférant laisser faire la C.N.E.T. gratuitement pour elle. C'est de cette collusion I.T.T. et C.G.E. pour toucher d'énormes commandes d'Etat sans trop s'inquiéter de la productivité qui est en grande partie la cause de la crise du téléphone. C'est ainsi qu'en 1963 les constructions fournissent un matériel disparate et archaïque à des prix très coûteux, Mai 1963 — c'est aussi le débat de la grande « politique » gaulliste, après les élections de 1962 et la fin de la guerre d'Algérie. Aussi une loi de 1963 crée-t-elle un service de contrôle des prix et de contrôle technique rattaché au C.N.E.T. qui se voit ouvrir la comptabilité des entreprises. Mesure révolutionnaire en France ! Le fait que le C.N.E.T. soit à la fois centre de recherche, service de contrôle des prix et contrôle technique, c'est-à-dire qu'il puisse vérifier en connaissance de cause ce qu'il contrôle en fait un instrument de pression redoutable aux mains de l'Etat envers les entreprises privées. De fait en 10 ans les prix des matériaux baisseront de 17 % alors que tous les prix industriels montent. En outre étant inter-

ministériel le C.N.E.T. échappe aux pressions que les entreprises peuvent exercer à travers le gouvernement et le ministère des P et T. Giscard vient de lui arracher le contrôle des prix et les études de marchés les rattachant directement à la direction des télécommunications, c'est-à-dire les privant de pouvoir technique et les subordonnant au Ministre. Dans cette optique le changement de titulaire du poste de directeur des Telecom, n'est pas non plus sans conséquence... Les compagnies privées sont satisfaites, elles ne seront plus « contrôlées » comme avant mais laissées plus libres. A ce jeu de la « liberté » entre la petite C.G.E. — à l'échelle mondiale — et I.T.T. il est facile de prévoir le gagnant : I.T.T. a déjà 43% de marché, Ericsson 17 % et C.G.E. 32% seulement ce qui signifie que déjà 60% de l'industrie des communications françaises est aux mains de firmes multinationales.

Après le C.E.A., le C.N.E.S., la S.N.I.A.S., l'O.R.T.F. etc.. c'est au tour du C.N.E.T. d'être démantelé par Giscard. Mais les luttes qui percent dans tous ces secteurs peuvent remettre ces choses en cause. La grève des postes s'est généralisée aux Télécom à partir du C.N.E.T. d'où est parti le mouvement dans ce secteur. Ce que l'Etat a fait — son auto-destruction face au capital mondial — les travailleurs peuvent-ils le défaire ? Telle est la question posée par les grèves en cours.

Jean MARTIN □